Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 056-215600347-20260626-DCM_2026_160-DE

Service Financier
Référence : SF/LAD/VLN/2026

COMMUNE de CARNAC (Morbihan)

DECISION DU MAIRE N° 2026-160

Prise en application de la délégation d'attribution du conseil municipal résultant de la délibération du 30 avril 2026

LOCATION D'UN MOBIL-HOME COMMUNAL
A madame Blandine DEVOS, du 26 juin au 31 août 2026.
Montant de la location : 450.00€ par mois, charges incluses.

Le Maire de la Commune de CARNAC,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du 30 avril 2026, prise en application du 5ème alinéa de l'article L.2122-22 du CGCT, par laquelle le conseil municipal a délégué ses pouvoirs au Maire, pour la durée de son mandat, afin de décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

Considérant la demande de madame Blandine DEVOS, en lien avec le CCAS, à louer un mobil-home communal, sis au 5 avenue de la pointe (Suresnes) à CARNAC,

Vu le projet de convention précaire, fixant les clauses et conditions de location dudit logement,

D E C I D E :

ARTICLE 1 : Il est nécessaire de procéder à la signature de la convention précaire à passer avec madame Blandine DEVOS, pour fixer les clauses et conditions de location d'un mobil-home communal sis au 5 avenue de la pointe (Suresnes) à CARNAC pour la période du 26 juin au 31 août 2026.

ARTICLE 2 : Le loyer est fixé à 450.00€ par mois, charges comprises.

ARTICLE 3 : En application de l'article L 2122.23 du Code Général des Collectivités territoriales, il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du Conseil Municipal. Une ampliation sera adressée à Monsieur le Sous-Préfet de Lorient.

CARNAC, le 26 juin 2026

Pour le Maire,
L'adjointe déléguée,

MAIRIE DE CARNAC 56 (Morbihan)

Katia SCULO

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal administratif de Rennes - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex, ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.